

Tableau des lois d'intérêt public et des ministres responsables

Chapitres des lois révisées (1985), y compris les modifications et certaines autres lois d'intérêt public et leurs modifications

Mis à jour jusqu'au 2007, ch. 37 et Gazette du Canada, Partie II, Vol. 143, No 26 (2007-12-26)

M

Maintien de la navigation, Loi sur le — 1978-79, ch. 2

(Shipping Continuation Act)

LOI ABROGÉE L.C. 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 50
EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

Maintien des services ferroviaires, Loi de 1987 sur le — 1987, ch. 36

(Maintenance of Railway Operations Act, 1987)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 voir aussi 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1987, ch. 36 les articles 1 et 2, la partie I et II et les annexes I et II entrent en vigueur le lendemain du jour de la sanction royale (29.08.87) de la présente loi mais au plus tôt douze heures après celle-ci

EEV, 1987, ch. 36, partie IV (art. 30-38) en vigueur 01.09.87 à 0 heure 2 minutes voir TR/87-201

Maintien des services ferroviaires, Loi de 2007 sur le — 2007, ch. 8

(Railway Continuation Act, 2007)

Le ministre du Travail

EEV, 2007, ch. 8 entre en vigueur à l'expiration de la vingt-quatrième heure suivant sa sanction (sanction royale 18.04.2007)

Maintien des services ferroviaires, Loi de 1995 sur le — 1995, ch. 6

(Maintenance of Railway Operations Act, 1995)

Le ministre du Travail

EEV, 1995, ch. 6, les parties I, II et III et les annexes I, II et III en vigueur à l'expiration de la douzième heure suivant la sanction de la présente loi (jour de la sanction 26.03.95) voir art. 24, 46 et 68

Maintien des services postaux, Loi sur le — 1978-79, ch. 1

(Postal Services Continuation Act)

LOI ABROGÉE L.C. 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 9

EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

Maintien des services postaux, Loi de 1987 sur le — 1987, ch. 40

(Postal Services Continuation Act, 1987)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 et 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1987, ch. 40 la présente loi entre en vigueur le lendemain du jour de sa sanction (16.10.87) mais au plus tôt douze heures après celle-ci

Maintien des services postaux, Loi de 1991 sur le — 1991, ch. 35

(Postal Services Continuation Act, 1991)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 et 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1991, ch. 35 en vigueur 30.10.91 à 6 heures 00 minute voir TR/91-144

Maintien des services postaux, Loi de 1997 sur le — 1997, ch. 34

(Postal Services Continuation Act, 1997)

Le ministre du Travail

EEV, 1997, ch. 34 en vigueur à l'expiration de la douzième heure suivant sa sanction (date de la sanction 03.12.97) voir art. 21

Maison Laurier, Loi sur la — S.R.C. 1952, ch. 163

(Laurier House Act)

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux; Le ministre du Patrimoine canadien les attributions de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux aux termes du paragraphe 2(2) (TR/97-36)

art. 2, 1996, ch. 16, al. 60(1)/; 1998, ch. 31, art. 52

art. 3, 1998, ch. 31, art. 54

art. 4, 1998, ch. 31, art. 53

art. 5, 1996, ch. 16, al. 60(1)/; 1998, ch. 31, art. 54

M

Maison Laurier, Loi sur la — S.R.C. 1952, ch. 163 (suite)

EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-67
EEV, 1998, ch. 31, art. 52 à 54 en vigueur 21.12.98 voir TR/99-4

Maladies et la protection des animaux, Loi sur les — L.R. (1985), ch. A-11

(*Animal Disease and Protection Act*)

LOI ABROGÉE 1990, ch. 21, art. 76
dispositions transitoires, 1990, ch. 21 art. 75
EEV, 1990, ch. 21 en vigueur 01.01.91 voir TR/91-2

Malaisie, (voir Conventions — Impôt sur le revenu, etc.)

Manitoba, Loi de 1870 sur le — 1870, ch. 3 (voir aussi L.R. (1985), Appendice II, no 8) (*Manitoba Act, 1870*)

art. 1, 1877, ch. 6, art. 1; omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 3, refondu S.R. 1886, ch. 12, art. 1; omis de et abrogé par S.R. 1906. Voir 5 & 6 Geo. V (R.-U.), ch. 45, art. 1 (L.R., Appendice II, n° 23)
art. 4, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 5, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 20, abrogé, 1982 (R.-U.), ch. 11, art. 1 (ann. B, par. 53(1), ann. art. 2) (L.R., Appendice II, n° 44)
art. 25, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 27, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 28, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 29, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 30, refondu S.R. 1886, ch. 47, art. 3; omis de et abrogé par S.R. 1906
art. 31, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 32, refondu S.R. 1886, ch. 48, art. 2; S.R. 1906, ch. 99, art. 21, 22; S.R. 1927, ch. 124, art. 19, 20; abrogé, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, art. 35
art. 33, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 34, refondu S.R. 1886, ch. 47, art. 3; omis de et abrogé par S.R. 1906
art. 35, abrogé, 1875, ch. 49, art. 76
art. 36, omis de et abrogé par S.R. 1886
disposition générale, voir 34 & 35 Vict. (R.-U.), ch. 28, art. 5, 6 (L.R., Appendice II, n° 11)

Manitoba, Ressources naturelles (voir aussi Transfert des ressources naturelles)

(*Manitoba Natural Resource*)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

1930, ch. 29; 1938, ch. 36; 1948, ch. 60; 1951, ch. 53

Manutention des grains à Prince Rupert, Loi sur la — 1988, ch. 1

(*Prince Rupert Grain Handling Operations Act*)

Le ministre du Développement des ressources humaines
(TR/93-142 voir aussi 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1988, ch. 1 en vigueur le lendemain du jour de sa sanction (20.01.88) mais au plus tôt douze heures après celle-ci

Manutention des grains à Thunder Bay, Loi sur la — 1991, ch. 31

(*Thunder Bay Grain Handling Operations Act*)

Le ministre du Développement des ressources humaines
(TR/93-142 voir aussi 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1991, ch. 31 entre en vigueur le lendemain du jour de sa sanction (date de la sanction 11.10.91) mais au plus tôt douze heures après celle-ci

Manutention des grains dans les ports de la côte ouest, Loi de 1974 sur la — 1974-75-76, ch. 1

(*West Coast Grain Handling Operations, 1974*)

LOI ABROGÉE L.C. 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 47
EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

Manutention des grains en Colombie-Britannique, Loi sur la — 1991, ch. 25

(*British Columbia Grain Handling Operations Act*)

Le ministre du Développement des ressources humaines
(TR/93-142 et 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1991, ch. 25, à l'exception de la partie II (art. 14 à 24), entre en vigueur le lendemain du jour de sa sanction (date de la sanction 14.06.91) mais au plus tôt douze heures après celle-ci voir par. 25(1); partie II (art. 14 à 24) en vigueur 17.12.91 voir TR/92-3

Marchés de grain à terme, Loi sur les — L.R. (1985), ch. G-11

(*Grain Futures Act*)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

M

Marchés de grain à terme, Loi sur les — L.R. (1985), ch. G-11 (suite)

LOI ABROGÉE 1998, ch. 22, art. 29
EEV, 1998, ch. 22, art. 29 en vigueur 01.02.2000 *voir* TR/2000-3

Mariage, Loi sur le — L.R. (1985), ch. M-2 (*Marriage Act*)

LOI ABROGÉE 1990, ch. 46, art. 5
ABROGATION DE LA LOI un an après sa sanction royale (sanctionnée le 17.12.90) ou, dans une province, à la date antérieure par décret du gouverneur en conseil à la demande de cette province *voir* 1990, ch. 46, art. 5 et 6

Mariage civil (Loi sur le) — 2005, ch. 33 (*Civil Marriage Act*)

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

EEV, 2005, ch. 33 en vigueur à la sanction 20.07.2005

Mariage (degrés prohibés), Loi sur le — 1990, ch. 46 (*Marriage (Prohibited Degrees) Act*)

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

art. 2, 2005, ch. 33, art. 13
art. 3, 2005, ch. 33, art. 14
EEV, 1990, ch. 46, la présente loi entre en vigueur un an après sa sanction royale (sanctionnée le 17.12.90) ou, dans une province, à la date antérieure par décret du gouverneur en conseil à la demande de cette province *voir* 1990, ch. 46, art. 6
EEV, 2005, ch. 33, art. 13 et 14 en vigueur à la sanction 20.07.2005

Marine Atlantique S.C.C., Loi autorisant l'acquisition de — 1986, ch. 36 (*Marine Atlantic Inc. Acquisition Authorization Act*)

Le ministre des Transports

modifications corrélatives, art. 10 et 11 (*voir* L.R., ch. 28 (2^e suppl.), art. 1 et 2)
EEV, 1986, ch. 36 en vigueur 31.12.86 *voir* TR/87-25

Marine marchande du Canada, Loi de 2001 sur la — 2001, ch. 26 (*Canada Shipping Act, 2001*)

Le ministre des Transports sauf partie 5; ministre des Pêches et des Océans (partie 5)

art. 2, 2001, ch. 26, par. 323(3), ch. 29, al. 72a) et b)
art. 4, 2005, ch. 29, art. 15
art. 10, 2003, ch. 22, al. 224v)(A)
art. 10.1, ajouté, 2004, ch. 15, art. 105
art. 15, abrogé, 2001, ch. 29, al. 72c)
art. 16, 2001, ch. 29, al. 72d) et e)
art. 16.1, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72f)
art. 20, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 20.1, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 20.2, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 20.3, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 20.4, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 20.5, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 27, 2003, ch. 22, al. 224v)(A)
art. 35, 2001, ch. 29, al. 72h); 2005, ch. 29, art. 16
art. 88, 2001, ch. 26, par. 323(4)
art. 116, 2005, ch. 29, art. 17
art. 126, 2003, ch. 22, al. 224v)(A)
art. 136, 2005, ch. 29, art. 18
art. 150, 2005, ch. 2, art. 8
art. 153, 2005, ch. 29, art. 19
art. 163, 2005, ch. 2, art. 9
art. 165, 2005, ch. 29, art. 21
art. 167, 2005, ch. 29, art. 22
art. 174, 2005, ch. 29, art. 23
art. 174.1, ajouté, 2005, ch. 29, art. 23
art. 175, 2005, ch. 29, art. 23
art. 175.1, ajouté, 2005, ch. 29, art. 23
art. 176, 2005, ch. 29, art. 24(A)
art. 177, 2005, ch. 29, art. 25
art. 179, 2005, ch. 29, art. 26
art. 180, 2005, ch. 29, art. 27
art. 183, 2005, ch. 29, art. 28
art. 185, 2005, ch. 29, art. 29
art. 189, 2005, ch. 29, art. 30
art. 194, 2005, ch. 29, art. 31
art. 210, 2005, ch. 29, art. 32
art. 229, 2001, ch. 29, al. 72i) et j)
art. 230, 2001, ch. 29, al. 72k)
art. 231, 2001, ch. 29, al. 72k)
art. 231.1, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72k)
art. 231.2, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72k)
art. 231.3, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72k)
art. 232, 2001, ch. 29, al. 72k)
art. 232.1, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72k)
art. 232.2, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72k)
art. 234, 2001, ch. 29, al. 72l)
art. 235, 2001, ch. 29, al. 72m)
art. 239, 2001, ch. 29, al. 72n) et o)
art. 244, 2001, ch. 29, al. 72p)
art. 250, 2001, ch. 26, par. 324(7)
art. 251, 2002, ch. 8, art. 195
art. 252, 2005, ch. 29, art. 33
annexe, 1, DORS/2007-109

M

Marine marchande du Canada, Loi de 2001 sur la — 2001, ch. 26 (suite)

dispositions de coordination, 2001, ch. 26, par. 323(3) et (4) et 324(7)
 dispositions de coordination, 2001, ch. 29, art. 72
 dispositions de coordination, 2002, ch. 8, art. 195
 disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)
 disposition générale, 2005, ch. 29, art. 20
 EEV, 2001, ch. 26
 —art. 319, 322 à 324, 331 et 332 en vigueur à la sanction 01.11.2001;
 —les articles 325 à 330 entrent en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la sanction (sanctionnée le 01.11.2001) *voir* par. 334(2), en vigueur 30.01.2002;
 —art. 1 à 270, par. 271(1) et (3) et art. 272 à 318, 321 et 333 en vigueur 01.07.2007 *voir* TR/2007-65
 —par. 271(2) et art. 320 non en vigueur
 EEV, 2001, ch. 29, art. 72 en vigueur à la sanction 18.12.2001
 EEV, 2002, ch. 8, art. 195 en vigueur à la sanction 27.03.2002
 EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
 EEV, 2004, ch. 15, art. 105 entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* art. 112. Non en vigueur
 EEV, 2005, ch. 2, art. 8 et 9 en vigueur à la sanction 24.02.2005
 EEV, 2005, ch. 29, art. 145 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 15 à 33 en vigueur 05.10.2005 *voir* TR/2005-95

Marine marchande du Canada, Loi sur la — L.R. (1970), ch. S-9 (*Shipping Act, Canada*)

Le ministre des Transports

art. 360, abrogé, 1998, ch. 16, art. 34
art. 361, abrogé, 1998, ch. 16, art. 34
 EEV, 1998, ch. 16, art. 34 en vigueur 31.10.98 *voir* TR/98-111

Marine marchande du Canada, Loi sur la — L.R. (1985), ch. S-9 (*Shipping Act, Canada*)

Le ministre des Transports sauf partie VII *voir* 2005, ch. 29, art. 1; **le ministre des Pêches et des Océans (partie VII)** *voir* 2005, ch. 29, art. 6

ABROGATIONS, les dispositions de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, à l'exception des articles 565 à 567, 571 et 572, de l'intertitre précédant l'article 574, des articles 574 à 583, de la partie XIV, de l'intertitre précédant l'article 677 et des articles 677, 677.1, 679 à 723 et 724 à 727 (*Remarque* : les dispositions exclues ont déjà été abrogées par L.C. 2001, ch. 6, art. 118 à 128),

sont abrogées à la date ou aux dates fixées par décret *voir* 2001, ch. 26, art. 332. En vigueur 01.07.2007 *voir* TR/2007-65

Marquage des bois, Loi sur le — L.R. (1985), ch. T-11 (*Timber Marking Act*)

Le ministre de l'Industrie (1995, ch. 1, par. 62(3))

Marque de commerce nationale et l'étiquetage exact, Loi sur la — L.R. (1985), ch. N-18 (*National Trade-mark and True Labelling Act*)

LOI ABROGÉE 1995, ch. 1, art. 65
 EEV, 1995, ch. 1, art. 65 en vigueur 29.03.95 *voir* TR/95-48

Marques de commerce, Loi sur les — L.R. (1985), ch. T-13 (*Trade-marks Act*)

Le ministre de l'Industrie *voir* art. 62; **le ministre de l'Industrie désigné comme ministre chargé de l'application des articles 11.12 à 11.2 (TR/96-24); le ministre du Revenu national pour l'application des articles 53 à 53.3** *voir* art. 52

art. 2, 1993, ch. 15, art. 57, ch. 44, art. 225, al. 236(1)b); 1994, ch. 47, art. 190
art. 9, 1990, ch. 14, art. 8; 1993, ch. 15, art. 58, ch. 44, art. 226, al. 236(1)c) et d); 1994, ch. 47, art. 191; 1999, ch. 31, art. 209(F); 2007, ch. 26, art. 6
art. 10.1, ajouté, 1990, ch. 20, art. 79
art. 11.1, ajouté, 1990, ch. 20, art. 80
art. 11.11, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192
art. 11.12, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192
art. 11.13, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192
art. 11.14, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192
art. 11.15, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192
art. 11.16, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192
art. 11.17, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2001, ch. 27, art. 271
art. 11.18, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; DORS/2004-85, art. 1
art. 11.19, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192
art. 11.2, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192
art. 12, 1990, ch. 20, art. 81; 1993, ch. 15, art. 59(F); 1994, ch. 47, art. 193; 2007, ch. 25, art. 14
art. 14, 1994, ch. 47, art. 194
art. 16, 1994, ch. 47, art. 195
art. 19, 1993, ch. 15, art. 60
art. 20, 1994, ch. 47, art. 196

M

Marques de commerce, Loi sur les — L.R. (1985), ch. T-13 (suite)

art. 26, 1993, ch. 15, art. 61, ch. 44, art. 227, al. 236(1)e) et f)
art. 28, 1993, ch. 15, art. 62, ch. 44, art. 228, par. 236(2)
art. 29, 1993, ch. 15, art. 63, ch. 44, art. 229, al. 236(1)g); 1994, ch. 47, art. 197
art. 30, 1993, ch. 15, art. 64, ch. 44, art. 230, al. 236(1)h); 1994, ch. 47, art. 198
art. 34, 1992, ch. 1, art. 133; 1993, ch. 15, par. 65(1), (2) and (4); 1994, ch. 47, art. 199
art. 38, 1992, ch. 1, art. 134; 1993, ch. 15, par. 66(2)
art. 39, 1993, ch. 15, art. 67
art. 40, 1993, ch. 15, art. 68, ch. 44, art. 231, al. 236(1)i); 1999, ch. 31, art. 210(F)
art. 45, 1993, ch. 44, art. 232; 1994, ch. 47, art. 200
art. 46, 1992, ch. 1, art. 135
art. 50, 1993, ch. 15, art. 69, ch. 44, art. 233, al. 236(1)j); 1999, ch. 31, art. 211(F)
art. 51, 1996, ch. 8, al. 32r)
art. 52, 1993, ch. 44, art. 234; 2005, ch. 38, al. 142j) et par. 145(2)j)
art. 53, 1993, ch. 44, art. 234
art. 53.1, ajouté, 1993, ch. 44, art. 234
art. 53.2, ajouté, 1993, ch. 44, art. 234
art. 53.3, ajouté, 1993, ch. 44, art. 234
art. 60, 1993, ch. 44, art. 235, al. 236(1)j) et par. 238(4)
art. 61, 2002, ch. 8, art. 177
art. 62, 1992, ch. 1, art. 145, ann. VIII, n° 30(F); 1995, ch. 1, al. 62(1)x)
art. 63, 1992, ch. 1, art. 145, ann. VIII, n° 30(F); 1995, ch. 1, al. 62(1)x) et par. 62(2)
art. 65, 1993, ch. 15, art. 70; 1994, ch. 47, art. 201
art. 67, ajouté, 1993, ch. 15, art. 71
art. 68, ajouté, 1993, ch. 15, art. 72
art. 69, ajouté, 1993, ch. 15, art. 72
disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)
disposition générale, 1995, ch. 1, par. 62(3)
dispositions transitoires, 1993, ch. 44, al. 236(2) à 238(3)
EEV, ch. 14, art. 8 en vigueur 12.06.90
EEV, 1990, ch. 20, art. 79-81 en vigueur 01.08.90 voir TR/90-90
EEV, 1992, ch. 1, art. 133 à 135, art. 145, ann. VIII, art. 30(F) en vigueur à la sanction 28.02.92
EEV, 1993, ch. 15, art. 57 à 64 et 67 à 71 en vigueur 09.06.93 voir TR/93-84; art. 65 et 66 en vigueur 15.01.94 voir TR/94-224
EEV, 1993, ch. 44, art. 225 à 238 en vigueur 01.01.94 voir TR/94-1
EEV, 1994, ch. 47, art. 190 à 201 en vigueur 01.01.96 voir TR/96-1
EEV, 1995, ch. 1, art. 62 en vigueur 29.03.95 voir TR/95-48
EEV, 1996, ch. 8, art. 32 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-69
EEV, 1999, ch. 31, art. 209 à 211 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2001, ch. 27, art. 271 en vigueur 28.06.2002 voir TR/2002-97
EEV, 2002, ch. 8, art. 177 en vigueur 02.07.2003 voir TR/2003-109

EEV, DORS/2004-85, par. 1(3) et (4) en vigueur 22.04.2004, par. 1(2) en vigueur 31.12.2008, et par. 1(1) en vigueur 31.12.2013 voir art. 2
EEV, 2005, ch. 38, art. 145 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 142 en vigueur 12.12.2005 voir TR/2005-119
EEV, 2007, ch. 25 (sanction : 22.06.2007), art. 14 entre en vigueur à la date fixée par décret voir par. 15(1). Non en vigueur
EEV, 2007, ch. 26 (sanction : 22.06.2007), art. 6 entre en vigueur à la date fixée par décret voir art. 7. Non en vigueur

Marques olympiques et paralympiques, Loi sur les — 2007, ch. 25

(Olympic and Paralympic Marks Act)

Le ministre de l'Industrie

ann. 2, 2007, ch. 25, art. 13
ann. 3, 2007, ch. 25, art. 13
EEV, 2007, ch. 25 (sanction : 22.06.2007), la loi, à l'exception de l'art. 13, en vigueur 17.12.2007 voir TR/2007-117; art. 13 en vigueur 30.12.2010 voir par. 15(2)

Meaford, Havre de (1866, ch. 78) — 1907-08, ch. 46

(Meaford Harbour (1866, c. 78))

Le ministre des Transports

Médaille canadienne du maintien de la paix, Loi sur la — 1997, ch. 31

(Canadian Peacekeeping Service Medal Act)

Le ministre de la Défense nationale

art. 7, 2005, ch. 10, art. 12
art. 8, 1999, ch. 31, art. 40(F); 2000, ch. 12, art. 69
EEV, 1997, ch. 31 en vigueur à la sanction 25.04.97
EEV, 1999, ch. 31, art. 40 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2000, ch. 12, art. 69 en vigueur 31.07.2000 voir TR/2000-76
EEV, 2005, ch. 10, art. 12 en vigueur 04.04.2005 voir TR/2005-29

Médiation en matière d'endettement agricole, Loi sur la — 1997, ch. 21

(Farm Debt Mediation Act)

M

Médiation en matière d'endettement agricole, Loi sur la — 1997, ch. 21 (suite)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

art. 2, 1999, ch. 28, art. 161
EEV, 1997, ch. 21 en vigueur 01.04.98 *voir* TR/98-52
EEV, 1999, ch. 28, art. 161 en vigueur 28.06.99 *voir* TR/99-70

Mer territoriale et la zone de pêche, Loi sur la — L.R. (1985), ch. T-8

(Territorial Sea and Fishing Zones Act)

LOI ABROGÉE 1996, ch. 31, art. 55
EEV, 1996, ch. 31, art. 55 en vigueur 31.01.97 *voir* TR/97-21

Mesures d'aide liées au coût de l'énergie, Loi sur les — 2005, ch. 49

(Energy Costs Assistance Measures Act)

Le ministre des Finances

art. 3, 2005, ch. 49, art. 11
disposition de coordination, 2005, ch. 49, art. 11
EEV, 2005, ch. 49 en vigueur à la sanction 25.11.2005

Mesures de guerre, Loi sur les — S.R.C. 1970, ch. W-2

(War Measures Act)

LOI ABROGÉE ch. 22 (4^e suppl.), art. 80
EEV, ch. 22 (4^e suppl.), art. 80 en vigueur 21.07.88

Mesures de réinsertion et d'indemnisation des militaires et vétérans des Forces canadiennes, Loi sur les — 2005, ch. 21

(Canadian Forces Members and Veterans Re-establishment and Compensation Act)

Le ministre des Anciens Combattants

art. 81, 2005, ch. 21, art. 116
disposition de coordination, 2005, ch. 21, art. 116
EEV, 2005, ch. 21, la loi, à l'exception de l'article 116, en vigueur 01.04.2006 *voir* TR/2006-54; art. 116 en vigueur à la sanction 13.05.2005

Mesures d'urgence, Loi sur les — L.R. (1985), ch. 22 (4^e suppl.)

(Emergencies Act)

Le ministre de la Défense nationale

art. 4, 2001, ch. 27, art. 248
art. 30, 1992, ch. 49, art. 125; 2001, ch. 27, art. 249
art. 52, 1993, ch. 34, art. 61; 2002, ch. 8, al. 182(1)*m*)
EEV, L.R., ch. 22 (4^e suppl.) loi en vigueur 21.07.88
EEV, 1992, ch. 49, art. 125 en vigueur 01.02.93 *voir* TR/93-16
EEV, 1993, ch. 34, art. 61 en vigueur à la sanction 23.06.93
EEV, 2001, ch. 27, art. 248 et 249 en vigueur 28.06.2002 *voir* TR/2002-97
EEV, 2002, ch. 8, art. 182 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109

Mesures économiques spéciales, Loi sur les — 1992, ch. 17

(Special Economic Measures Act)

Le ministre des Affaires étrangères

art. 5, 2001, ch. 4, art. 120
art. 6, 1995, ch. 5, al. 25(1)*z*.2)
art. 9, 2002, ch. 22, art. 396
disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)
EEV, 1992, ch. 17 en vigueur à la sanction 04.06.92
EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 *voir* TR/95-65
EEV, 2001, ch. 4, art. 120 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71
EEV, 2002, ch. 22, art. 396 en vigueur 01.07.2003 *voir* TR/2003-47

Mesures extraterritoriales étrangères, Loi sur les — L.R. (1985), ch. F-29

(Foreign Extraterritorial Measures Act)

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

titre intégral, 1996, ch. 28, art. 1
art. 2, 1996, ch. 28, art. 2
art. 2.1, ajouté, 1996, ch. 28, art. 3
art. 3, 1996, ch. 28, art. 4
art. 5, 1995, ch. 5, al. 25(1)*m*); 1996, ch. 28, art. 5(F); 1997, ch. 18, art. 127(F)
art. 7, 1996, ch. 28, art. 6
art. 7.1, ajouté, 1996, ch. 28, art. 7
art. 8, 1996, ch. 28, art. 7
art. 8.1, ajouté, 1996, ch. 28, art. 7; 2001, ch. 4, art. 86(F)
art. 9, 1996, ch. 28, art. 7; 2001, ch. 4, art. 87
art. 10, 1996, ch. 28, art. 7
annexe, ajouté, 1996, ch. 28, art. 8, ann.
disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)
EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 *voir* TR/95-65
EEV, 1996, ch. 28, art. 1 à 8 en vigueur 01.01.97 *voir* TR/97-7

M

Mesures extraterritoriales étrangères, Loi sur les — L.R. (1985), ch. F-29 (suite)

EEV, 1997, ch. 18, art. 127(F) en vigueur 16.06.97 voir TR/97-68

EEV, 2001, ch. 4, art. 86 et 87 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15*(Special Import Measures Act)***Le ministre des Finances; le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile voir 2005, ch. 38, art. 132 et par. 145(2) sauf partie I.1 et partie II, le ministre du Commerce international voir par. 77.01(1) et 77.1(1)**

art. 2, ch. 23 (1^{er} suppl.), art. 1; ch. 1 (2^e suppl.), art. 197; par. 213(3), ann. III, n^o 8; ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(1), (2); 1988, ch. 65, art. 23, 24; 1993, ch. 44, art. 201; 1994, ch. 13, al. 7(1j); 1994, ch. 47, art. 144, 185(1a) et b); 1999, ch. 12, art. 1, ch. 17, art. 180, al. 183(1a), b), c), (2a)(A); 2000, ch. 12, art. 291; 2001, ch. 25, art. 91; 2005, ch. 38, art. 132, al. 134a) à c), al. 135a)(A) et al. 145(2)i)

art. 3, 1994, ch. 47, art. 145, al. 185(2a)(A); 1999, ch. 12, art. 2

art. 4, 1988, ch. 65, art. 25; 1994, ch. 47, art. 146; 1999, ch. 17, al. 183(1d); 2005, ch. 38, al. 134d)

art. 5, 1994, ch. 47, art. 146; 1999, ch. 17, al. 183(1e); 2005, ch. 38, al. 134e)

art. 6, 1994, ch. 47, art. 146; 1999, ch. 12, al. 52a)(A), ch. 17, al. 183(1f); 2005, ch. 38, al. 134f)

art. 7, 1994, ch. 47, art. 147, al. 185(1c); 1999, ch. 17, al. 183(1g); 2005, ch. 38, al. 134g)

art. 7.1, ajouté, 1994, ch. 47, art. 148

partie I, ajoutée, 1988, ch. 65, art. 24

art. 8, ch. 1 (2^e suppl.), art. 198; 1988, ch. 65, art. 26; 1993, ch. 44, art. 202; 1994, ch. 47, art. 149, al. 185(2b)(A) et c)(A); 1997, ch. 14, art. 88; 1999, ch. 12, art. 3 et al. 52b)(A), ch. 17, al. 183(1h), i) et 184a) et b); 2001, ch. 25, art. 92; 2005, ch. 38, al. 134h)

art. 9, 1988, ch. 65, art. 27; 1990, ch. 8, art. 69; 2002, ch. 8, al. 182(1z.10)

art. 9.01, ajouté, 1993, ch. 44, art. 204

art. 9.1, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28

art. 9.2, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28; 1999, ch. 17, al. 183(1j); 2005, ch. 38, al. 134i)

art. 9.21, ajouté, 1993, ch. 44, art. 205; 1999, ch. 17, al. 183(1k); 2005, ch. 38, al. 134j)

art. 9.3, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28; 1999, ch. 17, al. 183(1l); 2005, ch. 38, al. 134k)

art. 9.4, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28; 1993, ch. 44, art. 206; 1999, ch. 12, art. 4

art. 10, 1999, ch. 17, al. 183(1m); 2005, ch. 38, al. 134l)

art. 11, ch. 1 (2^e suppl.), art. 199; 1994, ch. 47, art. 150; 1999, ch. 17, al. 183(1n); 2001, ch. 25, art. 93

art. 12, 1988, ch. 65, art. 29; 1990, ch. 8, art. 70; 1993, ch. 44, art. 207; 1999, ch. 12, art. 5, ch. 17, al. 183(1o) et al. 184c); 2002, ch. 8, art. 169(A) et al. 182(1z.10); 2005, ch. 38, al. 134m)

art. 13.1, ajouté, ch. 1 (2^e suppl.), art. 200; 1988, ch. 65, art. 30; abrogé, 2001, ch. 25, art. 94

art. 13.2, ajouté, 1994, ch. 47, art. 151; 1999, ch. 12, art. 6, ch. 17, al. 183(1p), q), (3a)(F) et al. 184d); 2001, ch. 25, art. 95; 2005, ch. 38, al. 134n) et al. 136a)(F)

art. 14, 1997, ch. 14, art. 89

art. 15, 1999, ch. 17, al. 183(1r); 2005, ch. 38, al. 134o)

art. 16, 1994, ch. 47, art. 153; 1999, ch. 17, al. 183(1s) et t); 2005, ch. 38, al. 134p) et q)

art. 17, 1994, ch. 47, art. 154; 1999, ch. 17, al. 183(1u); 2005, ch. 38, al. 134r)

art. 18, 1999, ch. 17, al. 183(1u); 2005, ch. 38, al. 134r)

art. 19, 1994, ch. 47, art. 155; 1999, ch. 17, al. 183(1u); 2005, ch. 38, al. 134r)

art. 20, 1994, ch. 47, art. 156; 1999, ch. 12, art. 7, ch. 17, al. 183(1u) et al. 184e); 2002, ch. 19, art. 16; 2004, ch. 38, al. 134r)

art. 21, 1999, ch. 12, art. 8

art. 23.1, ajouté, 1994, ch. 47, art. 157

art. 25, 1994, ch. 47, art. 158; 1999, ch. 17, al. 183(1v); 2005, ch. 38, al. 134s)

art. 26, 1999, ch. 12, art. 9

art. 27, 1999, ch. 12, art. 10

art. 29, 1999, ch. 17, al. 183(1w); 2005, ch. 38, al. 134r)

art. 30, 1999, ch. 12, art. 11

art. 30.1, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 12, art. 12

art. 30.2, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 12, art. 13(A), ch. 17, al. 183(1x) et 184f)(A); 2005, ch. 38, al. 134u)

art. 30.3, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 12, art. 14, ch. 17, al. 183(1y) et al. 184g); 2005, ch. 38, al. 134v)

art. 30.4, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 17, al. 183(1z); 2005, ch. 38, al. 134w)

art. 31, 1994, ch. 47, art. 160; 1999, ch. 12, art. 15, ch. 17, al. 183(1z.1); 2005, ch. 38, al. 134x)

art. 31.1, ajouté, 1994, ch. 47, art. 161; 1999, ch. 17, art. 181, al. 183(1z.2); 2005, ch. 38, al. 134y)

art. 32, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(3); 1994, ch. 47, art. 162; 1999, ch. 12, art. 16, ch. 17, al. 183(1z.3) et al. 184h); 2005, ch. 38, al. 134z)

art. 33, 1994, ch. 47, art. 163; 1999, ch. 17, al. 183(1z.3); 2005, ch. 38, al. 134z)

art. 34, 1994, ch. 47, art. 164; 1999, ch. 12, art. 17, ch. 17, al. 183(1z.3) et 184i); 2005, ch. 38, al. 134z)

art. 35, 1994, ch. 47, art. 165; 1999, ch. 12, art. 17, ch. 17, al. 183(1z.3) et 184i); 2005, ch. 38, al. 134z)

art. 35.1, ajouté, 1997, ch. 14, art. 90; 1999, ch. 12, art. 18, ch. 17, al. 183(1z.3 et 184k); 2005, ch. 38, al. 134z)

art. 36, 1994, ch. 47, art. 165; abrogé, 1999, ch. 12, art. 19, ch. 17, al. 183(1z.3); 2005, ch. 38, al. 134z)

art. 37, 1999, ch. 12, art. 20, ch. 17, al. 183(1z.3) et 184l); 2005, ch. 38, al. 134z)

art. 37.1, ajouté, 1999, ch. 12, art. 21, ch. 17, al. 183(1z.3) et 184m); 2005, ch. 38, al. 134z)

M

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15 (suite)

- art. 38**, 1994, ch. 47, art. 166, al. 185(1)*d*); 1999, ch. 12, art. 22, ch. 17, al. 183(1)*z.3*) et 184*n*) et *o*); 2005, ch. 38, al. 134*z*)
- art. 39**, 1994, ch. 47, al. 186*a*); 1999, ch. 12, art. 23, ch. 17, al. 183(1)*z.3*) et 184*p*); 2005, ch. 38, al. 134*z*)
- art. 40**, abrogé, 1999, ch. 12, art. 24
- art. 41**, 1994, ch. 47, art. 167 et al. 185(1)*e*), 186*b* et *c*); 1999, ch. 12, art. 25, ch. 17, al. 183(1)*z.4*) et 184*q*); 2005, ch. 38, al. 134*z.1*)
- art. 41.1**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 31; 1993, ch. 44, art. 208; 1994, ch. 47, al. 186*d*); 1999, ch. 17, al. 183(1)*z.4*); 2005, ch. 38, al. 134*z.1*)
- art. 41.2**, 1994, ch. 47, art. 168; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z.4*); 2005, ch. 38, al. 134*z.1*)
- art. 42**, 1994, ch. 47, art. 169; 1999, ch. 12, art. 26 et al. 52*c*)(A)
- art. 43**, 1988, ch. 65, art. 32; 1993, ch. 44, art. 209; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z.5*); 2005, ch. 38, al. 134*z.2*)
- art. 44**, 1988, ch. 65, art. 33; 1990, ch. 8, art. 71; 2002, ch. 8, art. 170(A) et al. 182(1)*z.10*)
- art. 45**, 1999, ch. 12, art. 27
- art. 46**, 1994, ch. 47, art. 170, 1999, ch. 17, al. 183(1)*z.6*); 2005, ch. 38, al. 134*z.3*)
- art. 47**, 1988, ch. 65, art. 34; 1993, ch. 44, art. 210; 1997, ch. 14, art. 91; 1999, ch. 12, art. 28, ch. 17, al. 183(1)*z.7*); 2005, ch. 38, al. 134*z.4*)
- art. 48**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(4)
- art. 49**, 1994, ch. 47, art. 171, al. 185(2)*d*(A); 1999, ch. 12, art. 29, ch. 17, al. 183(1)*z.8*) et 184*r*); 2005, ch. 38, al. 134*z.5*)
- art. 50**, 1994, ch. 47, art. 172; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z.8*); 2005, ch. 38, al. 134*z.5*)
- art. 50.1**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 172
- art. 51**, 1994, ch. 47, art. 173, al. 186*e*); 1999, ch. 17, al. 183(1)*z.9*); 2005, ch. 38, al. 134*z.6*)
- art. 51.1**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 30, ch. 17, 184*s*); 2005, ch. 38, al. 134*z.6*)
- art. 52**, 1994, ch. 47, art. 174; 1999, ch. 12, art. 31 et al. 52*d*(A), ch. 17, al. 183(1)*z.9*) et 184*t*); 2005, ch. 38, al. 134*z.6*)
- art. 53**, 1988, ch. 65, art. 35; 1994, ch. 47, art. 175, al. 186*f*); 1999, ch. 12, art. 32, ch. 17, al. 183(1)*z.10*), *z.11*) et 184*u*) et *v*); 2005, ch. 38, al. 134*z.7*)
- art. 53.1**, 1988, ch. 65, art. 36; 1993, ch. 44, art. 211; 1994, ch. 47, al. 186*g*); 1999, ch. 17, al. 183(1)*z.12*); 2005, ch. 38, al. 134*z.8*)
- art. 55**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 201, 202; 1994, ch. 47, art. 176, al. 185(1)*f*); 1999, ch. 17, al. 183(1)*z.13*); 2005, ch. 38, al. 134*z.9*)
- art. 56**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 203; 1988, ch. 65, art. 37; 1993, ch. 44, art. 212; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z.14*), (3)*b*)(F), *c*)(F); 2005, ch. 38, al. 134*z.10*) et 136*b*)(F) et *c*)(F)
- art. 57**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 204; 1988, ch. 65, art. 38; 1993, ch. 44, art. 213; 1999, ch. 12, art. 33, ch. 17, al. 183(1)*z.15*) et 184*w*); 2005, ch. 38, al. 134*z.11*)
- art. 58**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 205; 1988, ch. 65, art. 39; 1993, ch. 44, art. 214; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z.16*); 2005, ch. 38, al. 134*z.12*)
- art. 59**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 206; ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(5); 1988, ch. 65, art. 40; 1993, ch. 44, art. 215; 1999, ch. 12, art. 34, ch. 17, al. 183(1)*z.17*), *z.18*) et 184*x*), *y*) et *z*); 2002, ch. 8, art. 171; 2005, ch. 38, al. 134*z.13*)
- art. 60**, 1994, ch. 47, art. 177, al. 185(1)*g*); 1999, ch. 17, al. 183(1)*z.19*); 2001, ch. 25, art. 96; 2005, ch. 38, al. 134*z.14*)
- art. 60.1**, ajouté, 2001, ch. 25, art. 97
- art. 61**, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(6); 1993, ch. 44, art. 216; 1999, ch. 12, art. 35, ch. 17, al. 183(1)*z.20*); 2005, ch. 38, al. 134*z.15*)
- art. 62**, ch. 49 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(7); 1990, ch. 8, art. 72; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z.21*); 2005, ch. 38, al. 134*z.16*)
- art. 62.1**, ajouté, ch. 1 (2^e suppl.), art. 207; 1994, ch. 47, art. 178; abrogé, 2001, ch. 25, art. 98
- art. 63**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 64**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 65**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 66**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 67**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 68**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 69**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 70**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 71**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 72**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 208; abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 73**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 74**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 75**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 76**, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(9); 1988, ch. 65, art. 41; 1993, ch. 44, art. 217; 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 183(1)*z.22*), *z.23*); 2002, ch. 8, al. 182(1)*z.10*) et *z.11*)
- art. 76.01**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 184*z.3*); 2005, ch. 38, al. 134*z.17*)
- art. 76.02**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 184*z.3*); 2005, ch. 38, al. 134*z.18*)
- art. 76.03**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 184*z.3*); 2005, ch. 38, al. 134*z.19*)
- art. 76.04**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36
- art. 76.1**, ajouté, 1994, ch. 47, 179; 1999, ch. 12, art. 37, ch. 17, al. 183(1)*z.24*) et 184*z.4*) et *z.5*); 2005, ch. 38, al. 134*z.20*)
- art. 77**, abrogé, L.R., ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(10); ajouté, 1997, ch. 14, art. 92
- partie I.1**, (art. 77.01 à 77.038), ajoutée, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.01**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1994, ch. 47, art. 180; (*voir* 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 38, ch. 17, al. 183(1)*z.25*), *z.26*) et 184*z.6*); 2002, ch. 8, art. 172 et al. 182(1)*z.10*); 2005, ch. 38, al. 134*z.21*) et *z.22*)
- art. 77.011**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 17, al. 183(2)*b*(A); 2002, ch. 8, al. 182(1)*z.10*); 2005, ch. 38, al. 135*b*(A)

M

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15 (suite)

- art. 77.012**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 12, art. 39, ch. 17, al. 184z.7); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10) et z. 11); 2005, ch. 38, al. 135c)(A)
- art. 77.013**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 17, al. 183(2)c)(A); 2005, ch. 38, al. 135d)(A)
- art. 77.014**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.015**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.016**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.017**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.018**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.019**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.02**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10)
- art. 77.021**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 17, al. 183(3)d)(F); 2005, ch. 38, al. 136d)(F)
- art. 77.022**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.023**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.024**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.025**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.026**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.027**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10)
- art. 77.028**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.029**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.03**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.031**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10)
- art. 77.032**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.033**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.034**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.035**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.036**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.037**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.038**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.1**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1994, ch. 47, art. 181; (voir 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 40, ch. 17, al. 183(1)z.27), z.28) et 184z.8); 2002, ch. 8, art. 173 et al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.23) et z.24)
- art. 77.11**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 17, al. 183(2)d)(A); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10) 2005, ch. 38, al. 135e)(A)
- art. 77.12**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 12, art. 41, ch. 17, al. 184z.9); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10) et z.11); 2005, ch. 38, al. 135f)(A)
- art. 77.13**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 17, al. 183(2)e)(A); 2005, ch. 38, al. 135g)(A)
- art. 77.14**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.15**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.16**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.17**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.18**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.19**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.2**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10)
- art. 77.21**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 17, al. 183(3)e)(F); 2005, ch. 38, al. 136e)(F)
- art. 77.22**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.23**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.24**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 2003, ch. 22, al. 225z.22)(A)
- art. 77.25**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.26**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.27**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.28**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.29**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- partie III :**
- art. 78**, 1999, ch. 12, art. 42, ch. 17, al. 183(1)z.29), z.30), par. (2)f)(A), (g)(A) et al. 184z.10) et z.11); 2005, ch. 38, al. 134z.25), z.26) et 135h)(A) à j)(A)
- art. 79**, 1999, ch. 17, al. 183(2)h)(A); 2005, ch. 38, al. 135k)(A)
- art. 80**, abrogé, ch. 1 (2^e suppl.), art. 209
- art. 81**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 210; 1999, ch. 12, art. 43, ch. 17, al. 184z.12); 2005, ch. 38, al. 134z.27)
- art. 83**, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.31); 2005, ch. 38, al. 134z.28)
- art. 83.1**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 219; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.31); 2005, ch. 38, al. 134z.28)
- art. 84**, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(11); 1999, ch. 12, art. 44, ch. 17, al. 183(1)z.32), (2)i)(A) et 184z.13) et z.14); 2003, ch. 22, al. 224z.77)(A); 2005, ch. 38, al. 134z.29) à z.31) et 135j)(A)
- art. 85**, 1994, ch. 47, art. 182; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.33); 2005, ch. 38, al. 134z.32)
- art. 86**, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.33); 2005, ch. 38, al. 134z.32)
- art. 87**, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.33); 2005, ch. 38, al. 134z.32)
- art. 88.1**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 45, ch. 17, al. 183(1)z.33) et 184z.15); 2003, ch. 22, al. 224z.77)(A); 2005, ch. 38, al. 134z.32)
- art. 89**, 1999, ch. 12, art. 46, ch. 17, al. 183(1)z.33); 2005, ch. 38, al. 134z.32)
- art. 91**, 1988, ch. 65, art. 43; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.34), z. 35); 2005, ch. 38, al. 134z.33) et z.34)
- art. 93**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 211
- art. 94**, 1999, ch. 17, art. 182; 2005, ch. 38, art. 133
- art. 95**, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.36); 2005, ch. 38, al. 134z.35)
- art. 96**, 1994, ch. 47, al. 185(1)h); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.36); 2005, ch. 38, al. 134z.35)
- art. 96.1**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 44; 1993, ch. 44, art. 220; 1994, ch. 47, art. 183; 1999, ch. 12, art. 47, ch. 17, al. 183(1)z.37), z.38) et 184z.16); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.36)
- art. 96.11**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 221; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.39); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.37)
- art. 96.2**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 44; 1990, ch. 8, art. 73; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.40); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.38)
- art. 96.21**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 222; (voir 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 48(F)
- art. 96.3**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 44; (voir 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 49(F)

M

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15 (suite)

art. 96.4, ajouté, 1999, ch. 12, art. 50, ch. 17, al. 184z.17); 2005, ch. 38, al. 134z.39)

art. 97, ch. 1 (2^e suppl.), art. 212; 1988, ch. 65, art. 45; 1993, ch. 44, art. 223; 1994, ch. 47, art. 184; 1997, ch. 14, art. 93; 1999, ch. 12, art. 51, ch. 17, al. 183(3)f)(F) et 184z.18); 2005, ch. 38, al. 134z.40)

art. 98, ajouté, 2000, ch. 14, art. 47

disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)

disposition générale, 1994, ch. 13, par. 7(3)

disposition générale, 1994, ch. 47, art. 152

et 189 — *application*

disposition générale, 2005, ch. 38, art. 137 — application

dispositions transitoires *voir* ch. 41, (3^e suppl.), art. 115

dispositions transitoires, 1994, ch. 47, art. 187, 188

dispositions transitoires, 1999, ch. 12, art. 62 à 64

disposition transitoire, 2002, ch. 8, art. 192

dispositions transitoires, 2002, ch. 19, art. 17 et 18

modification conditionnelle, 1999, ch. 17, art. 184

disposition générale, 1999, ch. 17, art. 185 — application

disposition générale, 2001, ch. 25, art. 99 — application

EEV, ch. 23 (1^{er} suppl.), par. 1(1), (2) en vigueur 16.05.85

EEV, ch. 1 (2^e suppl.), art. 197 à 212 en vigueur 10.11.86 *voir* TR/86-206

EEV, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52 en vigueur 31.12.88 *voir* TR/89-3

EEV, 1988, ch. 65, art. 23 à 45 en vigueur 01.01.89 *voir* TR/89-9

EEV, 1990, ch. 8 en vigueur 01.02.92 *voir* TR/92-6

EEV, 1993, ch. 44, art. 201 à 223 en vigueur 01.01.94 *voir* TR/94-1

EEV, 1994, ch. 13, art. 7 en vigueur à la sanction 12.05.94

EEV, 1994, ch. 47, art. 144 à 189 en vigueur 01.01.95 *voir* TR/95-5

EEV, 1997, ch. 14, art. 88 à 93 en vigueur 05.07.97 *voir* TR/97-86

EEV, 1999, ch. 12, art. 1 à 52 et 62 à 64 en vigueur 15.04.2000 *voir* TR/2000-24

EEV, 1999, ch. 17, art. 180 à 185 en vigueur 01.11.99 *voir* TR/99-111

EEV, 2000, ch. 12, art. 291 en vigueur 31.07.2000 *voir* TR/2000-76

EEV, 2000, ch. 14, art. 47 en vigueur à la sanction 29.06.2000

EEV, 2001, ch. 25, par. 91(1) et art. 99 en vigueur 29.11.2001 *voir* TR/2001-115; par. 91(2) et art. 92 à 98 en vigueur 01.07.2002 *voir* TR/202-95

EEV, 2002, ch. 8, art. 169 à 173, 182 et 192 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109

EEV, 2002, ch. 19, art. 16 à 18 en vigueur 30.09.2002 *voir* TR/2002-122

EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24

EEV, 2005, ch. 38, art. 145 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 132 à 137 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119

Mines antipersonnel, Loi de mise en oeuvre de la Convention sur les — 1997, ch. 33

(*Anti-Personnel Mines Convention Implementation Act*)

- a) le ministre des Affaires étrangères, chargé de l'application des dispositions de cette loi, à l'exception des articles 8, 9, 10 et 22; (TR/99-58)
- b) le ministre de la Défense nationale, chargé de l'application des articles 8, 9, 10 et 18 de cette loi; (TR/99-58)
- c) le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, chargé de l'application des articles 18 et 22 de cette loi (TR/99-58)

art. 11, 2002, ch. 8, art. 114

art. 20, 2001, ch. 34, art. 3(F)

art. 21, 1999, ch. 31, art. 7

EEV, 1997, ch. 33 en vigueur 01.03.99 *voir* TR/99-18

EEV, 1999, ch. 31, art. 7 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 2001, ch. 34, art. 3 en vigueur à la sanction 18.12.2001

EEV, 2002, ch. 8, art. 114 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109

Mingan, Loi sur le parc national de l'archipel de voir Parc national de l'archipel Mingan, Loi sur le

(*Mingan Archipelgo National Park Act*)

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Loi sur le — L.R. (1985), ch. A-9

[Ancienne appellation : Ministère de l'Agriculture, Loi sur le]

(*Department of Agriculture and Agri-Food Act*)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

titre intégral, 1994, ch. 38, art. 1

art. 1, 1994, ch. 38, art. 2

art. 2, 1994, ch. 38, art. 3

art. 3, 1994, ch. 38, art. 4

art. 4, 1989, ch. 27, art. 20; 1994, ch. 38, art. 5

art. 5.01, ajouté, 1994, ch. 38, art. 6

art. 5.1, ajouté, 1988, ch. 65, art. 46

art. 6, 1992, ch. 1, art. 6; abrogé, 1994, ch. 38, art. 7

dispositions transitoires, 1994, ch. 38, art. 8 à 10

EEV, 1988, ch. 65, art. 46 en vigueur 01.01.89 *voir* TR/89-9

EEV, 1989, ch. 27, art. 20 en vigueur 23.02.90 *voir* TR/90-41

EEV, 1992, ch. 1, art. 6 en vigueur à la sanction 28.02.92

EEV, 1994, ch. 38, art. 1 à 10 en vigueur 12.01.95 *voir* TR/95-9

M

Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Loi sur le — L.R. (1985), ch. E-7

(Department of Energy, Mines and Resources Act)

LOI ABROGÉE 1994, ch. 41, art. 39
dispositions transitoires, 1994, ch. 41, art. 8 à 10
EEV, 1994, ch. 41, art. 8 à 10 et 39 en vigueur 12.01.95 voir TR/95-10

Ministère de l'Environnement, Loi sur le — L.R. (1985), ch. E-10

(Department of the Environment Act)

Le ministre de l'Environnement

art. 4, 1995, ch. 11, art. 18; 1996, ch. 8, art. 19
art. 6, ch. 16 (4^e suppl.), art. 146 (*Remarque* : ch. 16, (4^e suppl.) abrogé par 1999, ch. 33, art. 355)
EEV, ch. 16 (4^e suppl.), art. 146 non en vigueur (*Remarque* : ch. 16, (4^e suppl.) abrogé par 1999, ch. 33, art. 355)
EEV, 1995, ch. 11, art. 18 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-68
EEV, 1996, ch. 8, art. 19 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-69
EEV, 1999, ch. 33, art. 355 en vigueur 31.03.2000 voir TR/2000-15

Ministère de l'Environnement, voir Organisation du gouvernement, Loi de 1970 ...

Ministère de l'Expansion économique régionale, Loi sur le, voir Zones spéciales, Loi sur les

Ministère de l'Expansion industrielle régionale, Loi sur le — L.R. (1985), ch. R-5

(Department of Regional Industrial Expansion Act)

LOI ABROGÉE 1990, ch. 1, art. 23 en vigueur 23.02.90 voir TR/90-40

Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, Loi sur le — 1990, ch. 1

(Department of Industry, Science and Technology Act)

LOI ABROGÉE 1995, ch. 1, art. 64
dispositions transitoires, 1995, ch. 1, art. 23 à 25

EEV, 1995, ch. 1, art. 23 à 25 et 64 en vigueur 23.03.95 voir TR/95-48

Ministère de l'Industrie, Loi sur le — 1995, ch. 1

(Department of Industry Act)

Le ministre de l'Industrie; le ministre de l'Industrie, par. 4(2) et art. 8 à 10, 13 à 15 et 17 à 21 relativement au développement économique régional au Québec (TR/95-49 et TR/96-16))

art. 4, 2005, ch. 26, art. 20
art. 8, 2005, ch. 26, art. 22
art. 9, 2005, ch. 26, art. 23
art. 11, 1999, ch. 31, art. 72; 2004, ch. 25, art. 131
art. 12, 2001, ch. 4, art. 73; 2004, ch. 25, art. 132
art. 16, 2003, ch. 22, al. 224z.26(A); 2005, ch. 38, al. 142g) et al. 145(2)/
disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)
disposition générale, 2005, ch. 26, art. 21
dispositions transitoires, 1995, ch. 1, art. 23 à 25
EEV, 1995, ch. 1 en vigueur 29.03.95 voir TR/95-48
EEV, 1999, ch. 31, art. 72 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2001, ch. 4, art. 73 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
EEV, 2004, ch. 25, art. 131 et 132 en vigueur à la sanction 15.12.2004
EEV, 2005, ch. 26, art. 20 à 23 en vigueur 05.10.2005 voir TR/2005-101
EEV, 2005, ch. 38, art. 145 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 142 en vigueur 12.12.2005 voir TR/2005-119

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, Loi sur le — 1994, ch. 31

(Department of Citizenship and Immigration Act)

Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration

art. 4, 2005, ch. 38, art. 57
art. 5, 2004, ch. 15, art. 33
dispositions transitoires, 1994, ch. 31, art. 6 à 8
EEV, 1994, ch. 31 en vigueur à la sanction 23.06.94
EEV, 2004, ch. 15, art. 33 en vigueur 28.06.2004 voir TR/2004-66
EEV, 2005, ch. 38, art. 57 en vigueur 12.12.2005 voir TR/2005-119

M

Ministère de la Consommation et des Affaires commerciales, Loi sur le, — L.R. (1985), ch. C-37

[Ancienne appellation : Ministère des Consommateurs et des Sociétés, Loi sur le]
(*Department of Consumer and Corporate Affairs Act*)

LOI ABROGÉE 1996, ch. 8, art. 37
EEV, 1996, ch. 8, art. 37 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-69

Ministère de la Justice, Loi sur le — L.R. (1985), ch. J-2

(*Department of Justice Act*)

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

art. 3, 2006, ch. 9, art. 137
art. 4.1, ajouté, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 93; 1992, ch. 1, art. 144, ann. VII, art. 38(F)
EEV, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 93 en vigueur 13.08.85 voir TR/85-153
EEV, 1992, ch. 1, art. 144, ann. VII, art. 38(F) en vigueur à la sanction 28.02.92
EEV, 2006, ch. 9, art. 137 en vigueur à la sanction 12.12.2006

Ministère de la Santé, Loi sur le — 1996, ch. 8

(*Department of Health Act*)

Le ministre de la Santé

art. 4.1, ajouté, 2006, ch. 5, art. 21
art. 4.2, ajouté, 2006, ch. 5, art. 21
art. 11.1, ajouté, 2004, ch. 15, art. 34
art. 32, 1996, ch. 8, art. 35b)
dispositions transitoires, 1996, ch. 8, art. 13 à 15
modification conditionnelle, 1996, ch. 8, art. 36
EEV, 1996, ch. 8 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-69
EEV, 2004, ch. 15, art. 34 en vigueur 13.10.2004 voir TR/2004-137
EEV, 2006, ch. 5, art. 21 en vigueur 15.12.2006 voir TR/2006-145

Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, Loi sur le — L.R. (1985), ch. N-10

(*Department of National Health and Welfare Act*)

LOI ABROGÉE 1996, ch. 11, art. 105
EEV, 1996, ch. 11, art. 105 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-70

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, Loi sur le — 2005, ch. 10

(*Department of Public Safety and Emergency Preparedness Act*)

Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile

art. 4, 2007, ch. 15, art. 11
art. 8, 2005, ch. 10, art. 36
dispositions de coordination, 2005, ch. 10, art. 36
EEV, 2005, ch. 10, art. 36 en vigueur à la sanction 23.03.2005; la loi, à l'exception des articles 35 et 36, en vigueur 04.04.2005 voir TR/2005-29
EEV, 2007, ch. 15, art. 11 en vigueur 03.08.2007 voir TR/2007-79

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Loi sur le — L.R. (1985), ch. E-22

[Ancienne appellation : Ministère des Affaires extérieures, Loi sur le]
(*Department of Foreign Affairs and International Trade Act*)

Le ministre des Affaires étrangères; le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire sous le régime de l'alinéa 10(2)e) (TR/87-194 voir aussi 1994, ch. 38, par. 25(2)); le ministre des Affaires étrangères les attributions en matière de commerce international (TR/2006-11)

titre intégral, 1995, ch. 5, art. 1
art. 1, 1995, ch. 5, art. 2
art. 2, 1995, ch. 5, art. 2
art. 3, 1995, ch. 5, art. 3(F)
art. 4, 1995, ch. 5, art. 4
art. 7, 1995, ch. 5, art. 5
art. 8, 1995, ch. 5, art. 5
art. 9, 1995, ch. 5, art. 6(F); 2003, ch. 22, al. 224z.24)(A)
art. 10, 1995, ch. 5, art. 7
art. 10.1, ajouté, 1995, ch. 17, art. 43
art. 12, 1995, ch. 5, art. 9(F)
art. 14, abrogé, 1995, ch. 5, art. 10
disposition générale, 1995, ch. 5, art. 8 et 25 à 29
dispositions transitoires, 1995, ch. 5, art. 11, 12
EEV, 1995, ch. 5, art. 1 à 10 et 25 à 29 en vigueur 13.05.95 voir TR/95-65
EEV, 1995, ch. 17, art. 43 en vigueur à la sanction 22.06.95
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24

M

**Ministère des Affaires extérieures, Loi sur le,
voir Ministère des Affaires étrangères et du
Commerce international, Loi sur le**
(Department of External Affairs Act)

**Ministère des Affaires indiennes et du Nord
canadien, Loi sur le — L.R. (1985), ch. I-6**
*(Department of Indian Affairs and Northern
Development Act)*

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

art. 4, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 75; 2002, ch. 7, art. 154(A)
art. 5, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 76; 2002, ch. 7, art. 155(A)
art. 6, 1991, ch. 50, art. 30; 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 77; 2002, ch. 7, art. 156
 EEV, 1991, ch. 50, art. 30 en vigueur 15.09.92 voir TR/92-151
 EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 75 à et 77 en vigueur 01.04.99 voir art. 79
 EEV, 2002, ch. 7, art. 154 à 156 en vigueur 01.04.2003 voir TR/2003-48

**Ministère des Anciens combattants, Loi sur le
— L.R. (1985), ch. V-1**
(Department of Veterans Affairs Act)

Le ministre des Anciens Combattants

titre intégral, 2000, ch. 34, al. 94d)(F)
art. 1, 2000, ch. 34, al. 95a)(F)
art. 2, 2000, ch. 34, al. 94d)(F)
art. 3, 2000, ch. 34, al. 94d)(F)
art. 4, 2000, ch. 34, art. 11
art. 4.1, ajouté, 2000, ch. 34, art. 12
art. 5, 1990, ch. 43, art. 1; 1999, ch. 10, art. 37; 2000, ch. 34, art. 13; 2001, ch. 4, art. 126; 2005, ch. 21, art. 100
art. 5.1, ajouté, 1990, ch. 43, art. 2; 1995, ch. 18, art. 100
art. 5.2, ajouté, 2000, ch. 34, art. 14
art. 6, 2000, ch. 34, art. 14; 2003, ch. 22, art. 161
art. 6.1, ajouté, 1995, ch. 18, art. 101; 2000, ch. 34, al. 94d)(F)
art. 6.2, ajouté, 1995, ch. 18, art. 101; 2000, ch. 34, art. 15
art. 6.3, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16
art. 6.4, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16
art. 6.5, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16
art. 6.6, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16; 2004, ch. 11, art. 27
art. 6.7, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16; 2005, ch. 35, al. 66b)
art. 6.8, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16; 2003, ch. 22, al. 224z.28)(A)
art. 6.9, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16
art. 7, 1992, ch. 1, art. 140
 disposition générale, 1992, ch. 24, art. 21

dispositions générales, 2000, ch. 34, art. 17 et 18
 EEV, 1990, ch. 43, par. 1(5) en vigueur à la sanction 17.12.90; par. 5.1(4) édicté par l'article 2 est réputé entré en vigueur 12.10.90 voir par. 64(2); par. 1(3) et (4) en vigueur 01.10.95 voir TR/95-110; par. 1(1) et (2) et par. 5.1(1) à (3), édictés par l'article 2, entrent en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil voir par. 64(1). Non en vigueur
 EEV, 1992, ch. 1, art. 140 en vigueur à la sanction 28.02.92
 EEV, 1992, ch. 24, art. 21 en vigueur à la sanction voir par. 22(3)
 EEV, 1995, ch. 18, art. 100, 101 en vigueur 15.09.95 voir TR/95-108
 EEV, 1999, ch. 10, art. 37 en vigueur 01.05.99 voir TR/99-46
 EEV, 2000, ch. 34, art. 11, 12, 14 à 16, 94 et 95 en vigueur 27.10.2000 voir TR/2000-105; par. 13(1), le passage de l'article 5 de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants* précédant l'alinéa a), édicté par le par. 13(2), l'alinéa 5e.1) de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*, édicté par le par. 13(3), par. 13(6) à (8) et art. 17 et 18 en vigueur 15.12.2002 voir TR/2002-149; al. 5e) de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*, édicté par le par. 13(3) en vigueur 17.06.2003 voir TR/2003-131; al. 5a), b), c) et c.1) de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*, édictés par le par. 13(2) en vigueur 12.09.2003 voir TR/2003-150 et *Erratum*, vol. 137, n° 19, p. 2428(F); par. 13(4) et (5) entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 101. Non en vigueur
 EEV, 2001, ch. 4, art. 126 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71
 EEV, 2003, ch. 22, art. 161 et 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
 EEV, 2004, ch. 11, art. 27 en vigueur 21.05.2004 voir TR/2004-58
 EEV, 2005, ch. 21, art. 100 en vigueur 01.04.2006 voir TR/2006-54
 EEV, 2005, ch. 35, art. 66 en vigueur 05.10.2005 voir TR/2005-97

**Ministère des Approvisionnements et Services,
Loi sur le — L.R. (1985), ch. S-25**
(Department of Supply and Services Act)

LOI ABROGÉE 1996, ch. 16, art. 65
 EEV, 1996, ch. 16, art. 65 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-67

**Ministère des Assurances, Loi sur le
— L.R. (1985), ch. I-14,**
(Department of Insurance Act)

LOI ABROGÉE L.C. ch. 18 (3^e suppl.), art. 26 en vigueur 02.07.87 voir TR/87-146

M

Ministère des Communications, Loi sur le **— L.R. (1985), ch. C-35** *(Department of Communications Act)*

LOI ABROGÉE 1995, ch. 11, art. 48
EEV, 1995, ch. 11, art. 48 en vigueur 12.07.96 voir
TR/96-68

Ministère des Consommateurs et Sociétés, Loi **sur le, voir Ministère de la Consommation et** **des Affaires commerciales, Loi sur le** *(Department of Consumer and Corporate Affairs Act)*

Ministère des Forêts, Loi sur le — 1989, ch. 27 *(Department of Forestry Act)*

LOI ABROGÉE 1994, ch. 41, art. 40
dispositions transitoires, 1994, ch. 41, art. 8 à 10
EEV, 1994, ch. 41, art. 8 à 10 et 40 et 41 en vigueur
12.01.95 voir TR/95-10

Ministère des Pêches et Océans, Loi sur le **— L.R. (1985), ch. F-15** *(Department of Fisheries and Oceans Act)*

Le ministre des Pêches et des Océans

Ministère des Ressources humaines et du **Développement des compétences, Loi sur le** **— 2005, ch. 34** *(Department of Human Resources and Skills* *Development Act)*

Ministre des Ressources humaines et du développement
des compétences

art. 21, 2005, ch. 34, par. 82(2)
art. 28, 2005, ch. 30, par. 129(2)
art. 28.1, ajouté, 2005, ch. 30, par. 129(2)
partie 5 (art. 44 à 48), abrogée, 2005, ch. 34, par. 83(8)
art. 51, 2005, ch. 34, par. 82(1)(A)
art. 52, 2005, ch. 34, par. 82(1)(A)
art. 61, abrogé, 2005, ch. 34, par. 83(3)
art. 68, abrogé, 2005, ch. 34, par. 83(11)
art. 69, abrogé, 2005, ch. 34, par. 83(11)
art. 71, 2005, ch. 34, par. 83(11)
disposition de coordination, 2005, ch. 30, art. 129
dispositions de coordination, 2005, ch. 34, art. 82 et 83
EEV, 2005, ch. 30, art. 129 en vigueur à la sanction
29.06.2005

EEV, 2005, ch. 34, à l'exception des articles 82 et 83, en
vigueur 05.10.2005 voir TR/2005-99; art. 82 et 83 en
vigueur à la sanction 20.07.2005

Ministère des Ressources naturelles, Loi sur le **— 1994, ch. 41** *(Department of Natural Resources Act)*

Le ministre des Ressources naturelles

dispositions transitoires, 1994, ch. 41, art. 8 à 10
EEV, 1994, ch. 41 en vigueur 12.01.95 voir TR/95-10

Ministère des Transports, Loi sur le **— L.R. (1985), ch. T-18** *(Department of Transport Act)*

Le ministre des Transports

art. 7, 1996, ch. 10, art. 271.1
art. 7.1, ajouté, ch. 28 (3^e suppl.), art. 353; 1996, ch. 10,
art. 272
art. 12, 1991, ch. 50, art. 46; 2001, ch. 4, art. 171
EEV, ch. 28 (3^e suppl.), art. 353 en vigueur 01.01.88 voir
TR/88-26
EEV, 1991, ch. 50, art. 46 en vigueur 15.09.92 voir
TR/92-151
EEV, 1996, ch. 10, art. 271.1 et 272 en vigueur 01.07.96
voir TR/96-53
EEV, 2001, ch. 4, art. 171 en vigueur 01.06.2001 voir
TR/2001-71

Ministère des Travaux publics et des Services **gouvernementaux, Loi sur le — 1996, ch. 16** *(Department of Public Works and Government Services* *Act)*

Le ministre des Travaux publics et des Services
gouvernementaux

art. 2, 2001, ch. 4, art. 156; 2005, ch. 30, art. 120; 2007,
ch. 29, art. 151
art. 6, 2001, ch. 4, art. 157; 2005, ch. 30, art. 121
art. 7, 2003, ch. 22, al. 224z.27)(A); 2005, ch. 30, art. 122
art. 8, 2007, ch. 29, art. 152
art. 9, 2005, ch. 30, art. 123
art. 9.1, ajouté, 2007, ch. 29, art. 153
art. 9.2, ajouté, 2007, ch. 29, art. 153
art. 10, 1999, ch. 31, art. 73(F); 2001, ch. 4, art. 158; 2002,
ch. 7, art. 157
art. 12, 2003, ch. 22, al. 224z.27)(A)
art. 20, 2005, ch. 30, art. 124
art. 22.1, ajouté, 2006, ch. 9, art. 306

M

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Loi sur le — 1996, ch. 16 (suite)

art. 22.2, ajouté, 2006, ch. 9, art. 306
art. 22.3, ajouté, 2006, ch. 9, art. 306
art. 23, 2001, ch. 4, art. 159
art. 23.1, ajouté, 2006, ch. 9, art. 307
art. 60, 1996, ch. 16, art. 62
dispositions transitoires, 1996, ch. 16, art. 26 à 28
modification conditionnelle, 1999, ch. 31, art. 249
EEV, 1996, ch. 16, Loi, *sauf* les articles 32, 54 et 55, en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-67; art. 54 et 55 en vigueur 08.10.96 *voir* TR/96-91; art. 32 entre en vigueur à la fixée par décret *voir* art. 67. Non en vigueur
EEV, 1999, ch. 31, art. 73 et 249 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2001, ch. 4, art. 156 à 159 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71
EEV, 2002, ch. 7, art. 157 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
EEV, 2005, ch. 30, art. 120 à 124 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 125. Non en vigueur
EEV, 2006, ch. 9, art. 306 et 307 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* par. 314(1). Non en vigueur
EEV, 2007, ch. 29, art. 151 à 153 en vigueur à la sanction 22.06.2007

Ministère du Développement des ressources humaines, Loi sur le — 1996, ch. 11

(*Department of Human Resources Development Act*)

Le ministre du Développement des ressources humaines

LOI ABROGÉE 2005, ch. 34, art. 84
EEV, 2005, ch. 34, art. 50, 55, 57 et 84 en vigueur 05.10.2005 *voir* TR/2005-99

Ministère du Développement social, Loi sur le — 2005, ch. 35

(*Department of Social Development Act*)

Le ministre du Développement social

art. 10, 2005, ch. 35, art. 68(A)
art. 15, 2005, ch. 35, art. 68(A)
art. 40, 2005, ch. 35, art. 68(A)
art. 41, 2005, ch. 35, art. 68(A)
disposition de coordination, 2005, ch. 35, art. 68(A)
EEV, 2005, ch. 35, à l'exception de l'article 68, en vigueur 05.10.2005 *voir* TR/2005-97; art. 68 en vigueur à la sanction 20.07.2005

Ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté, Loi sur le — 1991, ch. 3

(*Department of Multiculturalism and Citizenship Act*)

LOI ABROGÉE 1995, ch. 11, art. 49
EEV, 1995, ch. 11, art. 49 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-68

Ministère du Patrimoine canadien, Loi sur le — 1995, ch. 11

(*Department of Canadian Heritage Act*)

Le ministre du Patrimoine canadien; le ministre de l'Environnement les attributions conférées au ministre du Patrimoine canadien en matière de mise sur pied et de mise en oeuvre de programmes visant principalement le patrimoine bâti (TR/2004-112)

art. 4, 2002, ch. 18, art. 32(F); 2003, ch. 2, art. 37; 2005, ch. 2, art. 1
art. 5, 2005, ch. 2, art. 2
art. 7, 2001, ch. 4, art. 155
dispositions transitoires, 1995, ch. 11, art. 13 à 15
dispositions générales, 1995, ch. 11, art. 46, 47
EEV, 1995, ch. 11 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-68
EEV, 2001, ch. 4, art. 155 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71
EEV, 2002, ch. 18, art. 32 en vigueur à la sanction 13.06.2002
EEV, 2003, ch. 2, art. 37 en vigueur 15.06.2003 *voir* TR/2003-129
EEV, 2005, ch. 2, art. 1 et 2 en vigueur à la sanction 24.02.2005

Ministère du Revenu national, Loi sur le — L.R. (1985), ch. N-16

(*Department of National Revenue Act*)

Le ministre du Revenu national

LOI ABROGÉE 1999, ch. 17, art. 187
EEV, 1999, ch. 17, art. 187 en vigueur 01.11.99 *voir* TR/99-111

Ministère du Solliciteur général, Loi sur le — L.R. (1985), ch. S-13

(*Department of the Solicitor General Act*)

Le solliciteur général du Canada

LOI ABROGÉE 2005, ch. 10, art. 37
EEV, 2005, ch. 10, art. 37 en vigueur 04.04.2005 *voir* TR/2005-29

M

Ministère du Travail, Loi sur le

— **L.R. (1985), ch. L-3**

(Department of Labour Act)

LOI ABROGÉE 1996, ch. 11, art. 104

EEV, 1996, ch. 11, art. 104 en vigueur 12.07.96 voir
TR/96-70

Ministère et sur la Commission de l'Emploi et de l'immigration, Loi sur le

— **L.R. (1985), ch. E-5**

*(Employment and Immigration Department and
Commission Act)*

LOI ABROGÉE 1996, ch. 11, art. 103

dispositions transitoires, 1996, ch. 11, art. 38 à 41

EEV, 1996, ch. 11, art. 103 en vigueur 12.07.96 voir
TR/96-70

Ministères du gouvernement voir

(Departments of Government)

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Loi sur
le

Ministère de l'Environnement, Loi sur le

Ministère de l'Industrie, Loi sur le

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, Loi sur le

Ministère de la Gestion des Finances publiques (*pour le*
ministère des Finances), Loi sur le

Ministère de la Justice, Loi sur le

Ministère de la Santé, Loi sur le

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile,
Loi sur le

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce
international, Loi sur le

Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, Loi
sur le

Ministère des Anciens combattants, Loi sur le

Ministère des Pêches et Océans, Loi sur le

Ministère des Ressources naturelles, Loi sur le

Ministère des Transports, Loi sur le

Ministère des Travaux publics et des Services
gouvernementaux, Loi sur le

Ministère du Développement des ressources humaines,
Loi sur le

Ministère du Patrimoine canadien, Loi sur le

Ministère du Revenu national, Loi sur le

Ministre des Finances à faire certains

versements, Loi autorisant le (*voir*

**Versements, Loi autorisant le Ministre des
Finances à faire certains)**

*(Payments, An Act to authorize the Minister of Finance
to make certain)*

Mise en oeuvre de mesures concernant le règlement de revendications (Alberta et Saskatchewan), Loi sur la — 2002, ch. 3

*(Claim Settlements (Alberta and Saskatchewan)
Implementation Act)*

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

EEV, 2002, ch. 3 en vigueur 21.03.2002

Mise en oeuvre de mesures concernant le règlement de revendications au Manitoba, Loi sur la — 2000, ch. 33

(Manitoba Claim Settlements Implementation Act)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

art. 11, 2001, ch. 4, art. 165; 2002, ch. 3, art. 8(F)

art. 12, 2002, ch. 3, art. 9

art. 13, 2002, ch. 3, art. 10

EEV, 2000, ch. 33 en vigueur à la sanction 20.10.2000

EEV, 2001, ch. 4, art. 165 en vigueur 01.06.2001 voir
TR/2001-71

EEV, 2002, ch. 3, art. 8 à 10 en vigueur à la sanction
21.03.2002

Mise en oeuvre du Protocole de Kyoto, Loi de — 2007, ch. 30

(Kyoto Protocol Implementation Act)

Le ministre de l'Environnement

EEV, 2007, ch. 30, art. 1 à 11 en vigueur à la sanction
22.06.2007

Mise en quarantaine, Loi sur la — 2005, ch. 20

(Quarantine Act)

Le ministre de la Santé

art. 34, 2007, ch. 27, art. 1

art. 63, 2007, ch. 27, art. 2

art. 71, 2007, ch. 27, art. 3

M

Mise en quarantaine, Loi sur la — 2005, ch. 20 (suite)

EEV, 2005, ch. 20, la loi, à l'exception des articles 34 et 83, en vigueur 12.12.2006 *voir* TR/2006-143; art. 83 en vigueur à la sanction 13.05.2005; art. 34 en vigueur à la sanction du ch. 27 de 2007, 22.06.2007

EEV, 2007, ch. 27, art. 1 à 4 en vigueur à la sanction 22.06.2007 *voir* art. 5

Mise en quarantaine des plantes, Loi sur la — L.R. (1985), ch. P-15 (*Plant Quarantine Act*)

LOI ABROGÉE 1990, ch. 22 art. 59 en vigueur 01.10.90 *voir* TR/90-110

Missions étrangères et les organisations internationales, Loi sur les — 1991, ch. 41

(*Foreign Missions and International Organizations Act*)

Le ministre des Affaires étrangères (1995, ch. 5, par. 25(2))

art. 2, 1995, ch. 5, al. 25(1)*n*; 2002, ch. 12, art. 1

art. 4, 1995, ch. 5, al. 25(1)*n*; 2002, ch. 12, art. 2

art. 5, 1995, ch. 5, al. 25(1)*n*; 2000, ch. 24, art. 54; 2002, ch. 12, art. 3 et 10

art. 6, 1995, ch. 5, al. 25(1)*n*; 2002, ch. 12, art. 4

art. 10, 1995, ch. 5, al. 25(1)*n*

art. 10.1, ajouté, 2002, ch. 12, art. 5; 2005, ch. 10, al. 34(1)*n*

art. 11, 1995, ch. 5, al. 25(1)*n*; 2002, ch. 12, art. 6

art. 11.1, ajouté, 2002, ch. 12, art. 6

art. 13, ajouté, 2000, ch. 12, art. 119; 2002, ch. 12, art. 8

annexe IV, ajoutée, 2002, ch. 12, art. 9

disposition de coordination, 2002, ch. 12, art. 10

disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)

disposition générale, 2002, ch. 12, art. 7

disposition transitoire, 1991, ch. 41, art. 16

EEV, 1991, ch. 41 en vigueur 16.12.91 *voir* TR/92-5

EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 *voir* TR/95-65

EEV, 2000, ch. 12, art. 119 en vigueur 31.07.2000 *voir* TR/2000-76

EEV, 2000, ch. 24, art. 54 en vigueur 23.10.2000 *voir* TR/2000-95

EEV, 2002, ch. 12 en vigueur à la sanction 30.04.2002

EEV, 2005, ch. 10, art. 34 en vigueur 04.04.2005 *voir* TR/2005-29

Modernisation de certains régimes d'avantages et d'obligations, Loi sur la — 2000, ch. 12

(*Modernization of Benefits and Obligations Act*)

Déposé par le ministre de la Justice

art. 1.1, abrogé, 2005, ch. 33, art. 15

art. 66, abrogé, 2003, ch. 26, art. 37

art. 68, abrogé, 2003, ch. 26, art. 37

art. 134, 2001, ch. 17, art. 263(A)

art. 174, 2004, ch. 16, art. 18

modification conditionnelle, 2000, ch. 14, art. 10

EEV, 2000, ch. 12, art. 40, 76 et 77 en vigueur à la sanction 29.06.2000;

—art. 1 à 39, 41 à 58, par. 59(1), art. 60 à 65, 67, 69 à 73, 78 à 88, 91 à 96, 98, 105, 106, 108, 110, 114, 115, 117 à 119, 121 à 127, 129 à 147, 153 à 162, 164 à 173, par. 175(1), 176(2), art. 179, 187 à 221, 223 à 242, 248, 254 à 274, 276, 278 à 285, 289, 291, 293 et 295 à 339 en vigueur 31.07.2000 *voir* TR/2000-76;

—par. 59(2) entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 84 de la *Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada*, chapitre 40 des Lois du Canada (1997) *voir* par. 340(2), non en vigueur;

—art. 111 à 113 entrent en vigueur 01.01.2001 *voir* par. 340(3);

—art. 120 entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du paragraphe 276(2), en vigueur 31.07.2000 *voir* TR/2000-76 et par. 340(4);

—art. 44.1 de la *Loi sur les juges*, édicté par l'article 163, en vigueur 15.09.2000 *voir* TR/2000-85;

—par. 107(2) en vigueur 12.02.2001 *voir* TR/2001-25;

—art. 148 à 152 en vigueur 04.09.2001 *voir* TR/2001-90

—art. 74 et 75 en vigueur 01.07.2003 *voir* TR/2003-118

—art. 99 à 104, 243 à 247, 249 à 253, 292 et 294 en vigueur 01.09.2003 *voir* TR/2003-147;

—art. 116 en vigueur 01.01.2004 *voir* TR/2003-186 *voir aussi erratum Gazette du Canada Partie II, Vol. 139, n° 9, p. 947*;

—art. 44.2 de la *Loi sur les juges*, édicté par l'article 163 et modifié par l'article 24 de la *Loi modifiant la Loi sur les juges et une autre loi en conséquence*, 2001, ch. 7, en vigueur 07.04.2005 *voir* TR/2005-30;

—art. 66, 68, 89, 90, 97, par. 107(1) et (3), art. 109, 128, art. 174, 175(2), 176(1), 177, 178, 180 à 186, 222, 275, 277, 286 à 288, 290, 292 et 294 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* par. 340(1), non en vigueur

EEV, 2000, ch. 14, art. 10 en vigueur à la sanction 29.06.2000

EEV, 2001, ch. 17, art. 263 est réputé entré en vigueur 31.07.2000 *voir* par. 263(2)

EEV, 2003, ch. 26, art. 37 en vigueur 01.03.2007 *voir* TR/2007-21

EEV, 2004, ch. 16, art. 18 en vigueur à la sanction 06.05.2004

EEV, 2005, ch. 33, art. 15 en vigueur à la sanction 20.07.2005

M

Modernisation de la fonction publique, Loi sur la — 2003, ch. 22

(*Public Service Modernization Act*)

Déposé par le président du Conseil du Trésor

art. 167, 2003, ch. 22, art. 262

art. 210, 2004, ch. 7, par. 41(3)(A)

art. 224 (z.52), abrogé, 2004, ch. 11, par. 54(4)

art. 225, 2003, ch. 22, art. 263

art. 229, 2005, ch. 38, par. 144(10)

dispositions de coordination, 2003, ch. 22, art. 262 et 263

dispositions de coordination, 2003, ch. 26, art. 70

disposition de coordination, 2004, ch. 7, par. 41(3)(A)

disposition de coordination, 2004, ch. 11, par. 54(4)

dispositions de coordination, 2005, ch. 38, par. 144(10)

EEV, 2003, ch. 22,

—art. 1 et 262 à 283 en vigueur à la sanction 07.11.2003;

—art. 14 et 19, les définitions de « ancienne Commission », « ancienne loi », « loi modifiée » et « nouvelle Commission », à l'article 68, et les art. 77 à 83 et 246 à 250 en vigueur 20.11.2003 voir TR/2003-178;

—art. 21 à 35, 85 à 87 et 251 à 261 en vigueur 01.04.2004 voir TR/2004-42;

—art. 5 en vigueur 01.12.2004 voir TR/2004-159;

—préambule, art. 1 à 3 et la partie 1 (art. 4 à 205) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, édictée par l'article 2, en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-22;

—partie 2 (art. 206 à 238) à l'exception du sous-alinéa 209(1)c(ii), de l'alinéa 211b) et de l'article 231 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, édictée par l'article 2, en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-23; le sous-alinéa 209(1)c(ii), l'alinéa 211b) et l'article 231 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, édictée par l'article 2 en vigueur 31.12.2005 voir TR/2005-123

—parties 3 (art. 239 et 240) et 4 (art. 241 à 252) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, édictée par l'article 2, en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24;

—art. 36 à 66 et 88 à 226 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24;

—art. 3, 4, 6 à 11 et 67 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-25;

—abrogation de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, L.R., ch. P-35, 31.03.2005 voir art. 285 et TR/2005-21;

—abrogation de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, L.R., ch. P-33, 30.12.2005 voir art. 284 et TR/2005-121

—art. 12 (art. 1 à 136 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, dans leur version édictée par l'article 12 et art. 13 (l'annexe de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* édictée par l'article 12), et

la définition de « nouvelle loi », à l'article 68, art. 69 à 76, et 227 à 245 en vigueur 31.12.2005 voir TR/2005-122

art. 15 à 18, 20, et 84 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 286. Non en vigueur

EEV, 2003, ch. 26, art. 70 en vigueur à la sanction 07.11.2003

EEV, 2004, ch. 7, art. 41 en vigueur à la sanction 31.03.2004

EEV, 2004, ch. 11, art. 54 en vigueur à la sanction 22.04.2004

EEV, 2005, ch. 38, art. 144 en vigueur à la sanction 03.11.2005

Modification législative (Charte canadienne des droits et libertés), Loi de

— L.R. (1985), ch. 31 (1^{er} suppl.)

(*Statute Law (Canadian Charter of Rights and Freedoms) Amendment Act*)

EEV, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 93-95 en vigueur 13.08.85 voir TR/85-153; art. 1-6, 7-15, 16-91 et 95-106 en vigueur 15.10.85 voir TR/85-188; art. 7 en vigueur 13.08.86 voir TR/86-171; partie III en vigueur 02.09.86 voir TR/86-192

Monnaie, Loi sur la

— L.R. (1985), ch. C-52

(*Currency Act*)

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (partie I); le ministre des Finances (partie II) (TR/88-122)

art. 2, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 16; 1996, ch. 16, al. 60(1)e); 1999, ch. 4, art. 9

art. 3, 1999, ch. 4, art. 10

art. 4, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 17

art. 5, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 17

art. 6, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 17

art. 7, 1999, ch. 4, art. 11

art. 8, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 18; 1999, ch. 4, art. 12

art. 9, ajouté, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 19; 1999, ch. 4, art. 13(F)

art. 9.1, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 20; 1999, ch. 4, art. 14

art. 17, 1993, ch. 33, art. 1; 2005, ch. 30, art. 113

art. 17.1, ajouté, 2005, ch. 30, art. 113

art. 17.2, ajouté, 2005, ch. 30, art. 113

art. 17.3, ajouté, 2005, ch. 30, art. 113

art. 19, 2005, ch. 30, art. 114

art. 20, L.R., ch. 3 (4^e suppl.), art. 1; 2005, ch. 30, art. 114

art. 21, 2005, ch. 30, art. 114

art. 22, 2005, ch. 30, art. 115

art. 23, abrogé, 2005, ch. 30, art. 116

dispositions transitoires, 2005, ch. 30, art. 117 et 118

annexe, L.R., ch. 14 (1^{er} suppl.), art. 1; L.R., ch. 22 (2^e suppl.), art. 1; DORS/87-518; abrogée, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 23

M

Monnaie, Loi sur la — L.R. (1985), ch. C-52 (suite)

EEV, L.R., ch. 14 (1^{er} suppl.) en vigueur 26.02.85
 EEV, L.R., ch. 22 (2^e suppl.) en vigueur 27.06.86
 EEV, L.R., ch. 35 (3^e suppl.) en vigueur 17.12.87
 EEV, L.R., ch. 3 (4^e suppl.) en vigueur 22.03.88
 EEV, 1993, ch. 33, art. 1 en vigueur à la sanction 23.06.93
 EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-67
 EEV, 1999, ch. 4, art. 9 à 14 en vigueur 24.03.99 *voir* TR/99-33
 EEV, 2005, ch. 30, art. 113 à 118 en vigueur 30.12.2005 *voir* TR/2005-126

Monnaie royale canadienne, Loi sur la
— L.R. (1985), ch. R-9
(Royal Canadian Mint Act)

Le ministre des Travaux publics et des Services
gouvernementaux; les attributions en vertu de la Loi
sur la Monnaie royale canadienne transférées au
ministre des Transports (TR/2006-27)

art. 2, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 1; 1996, ch. 16, al. 60(1)p); 1999, ch. 4, art. 1; 2005, ch. 38, art. 129
art. 2.1, ajouté, 2005, ch. 38, art. 130
art. 3, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 2
art. 3.1-3.2, ajoutés, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 2
art. 4, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 3; 1999, ch. 4, art. 2
art. 5.1, ajouté, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 4; abrogé, 1999, ch. 4, art. 3
art. 5.2, ajouté, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 4; abrogé, 1999, ch. 4, art. 3
art. 5.3, ajouté, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 4; abrogé, 1999, ch. 4, art. 3
art. 6, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 5; ajouté, 1999, ch. 4, art. 3
art. 6.1, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3
art. 6.2, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3
art. 6.3, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3
art. 6.4, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3
art. 6.5, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3
art. 6.6, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3
art. 7, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 6; abrogé, 1999, ch. 4, art. 4
art. 8, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 7; 1999, ch. 4, art. 5
art. 9, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 7; 1999, ch. 4, art. 6(A)
art. 10, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 8
art. 11, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 9; 2006, ch. 9, art. 298
art. 12, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 10
art. 14, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 11(F)
art. 16, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 12
art. 18, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 13(F); 2003, ch. 22, al. 224z.75)(A) et al. 225z.20)(A)
art. 20, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 14; 1999, ch. 4, art. 7
art. 21-25, abrogés, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 14

annexe, ajoutée, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 15; DORS/88-410; DORS/90-475; DORS/91-432, DORS/91-510; DORS/93-105; DORS/95-45; 1995, ch. 26, art. 1; DORS/96-75, DORS/96-104; DORS/96-488; DORS/98-92, DORS/98-94, DORS/98-96, DORS/98-141, DORS/98-192; 1999, ch. 4, art. 8; DORS/2000-161, DORS/2000-360; DORS/2003-250, DORS/2003-368; DORS/2005-322, DORS/2005-323, DORS/2005-324, DORS/2005-325; DORS/2006-17, DORS/2006-233; DORS/2007-22; DORS/2007-177
 disposition transitoire, 2005, ch. 38, art. 29
 EEV, L.R., ch. 35 (3^e suppl.) en vigueur 17.12.87
 EEV, 1995, ch. 26, art. 1 en vigueur à la sanction 13.07.95
 EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-67
 EEV, 1999, ch. 4 en vigueur 24.03.99 *voir* TR/99-33
 EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
 EEV, 2005, ch. 38, art. 29, 129 et 130 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119
 EEV, 2006, ch. 9, art. 298 en vigueur à la sanction 12.12.2006

Montréal, Avances au Havre de
(Montreal Harbour Advances)

1914, ch. 41; 1918, ch. 5

Montréal, Gardien de port pour le havre de
— 1882, ch. 45
(Montreal, Port Warden)

art. 2, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 3, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 4, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 5, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 6, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 7, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 11, 1991, ch. 32, art. 5
art. 12, 1991, ch. 32, art. 6
art. 24, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F); 1991, ch. 32, art. 7
art. 27, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F); 1991, ch. 32, art. 8
art. 28, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F); 1991, ch. 32, art. 9
art. 29, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 30, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 31, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 32, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 33, ajouté, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2; abrogé, 1991, ch. 32, art. 10
 disposition générale, 1991, ch. 32, art. 11
 EEV, 1980-81-82-83, ch. 8 en vigueur à la sanction 27.06.80
 EEV, 1991, ch. 32 en vigueur à la sanction 29.10.91

M

Montréal, Les Commissaires du havre de — 1921, ch. 11

(Montreal Harbour Commissioners, Loans to)

LOI ABROGÉE 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 46
EEV, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 46 en vigueur à la
sanction 28.02.92

Montréal, Terminus de — 1929, ch. 12

(Montreal Terminals Act)

Montréal et Toronto Vente de réserves militaires — 1908, ch. 51

(Montreal and Toronto (Sale ordinance lands))

Morand, Monsieur le juge Donald Raymond, pension à jouissance — 1978-79, ch. 8

(Morand, Mr. Justice Donald R., Annuity)

Mount Royal Tunnel and Terminal Co., Ltd. — 1916, ch. 20

(Mount Royal Tunnel and Terminal Co., Ltd. Act)

Multiculturalisme canadien, Loi sur le — L.R. (1985), ch. 24 (4^e suppl.)

(Canadian Multiculturalism Act)

Le ministre du Patrimoine canadien *voir* 1995, ch. 11,
art. 46

art. 2, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 16; 2002, ch. 7,
art. 129

EEV, L.R., ch. 24 (4^e suppl.) en vigueur 21.07.88

EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 16 en vigueur
01.04.99 *voir* art. 79

EEV, 2002, ch. 7, art. 129 en vigueur 01.04.2003 *voir*
TR/2003-48

Musées, Loi sur les — 1990, ch. 3

(Museums Act)

Le ministre du Patrimoine canadien d'agir à titre de
ministre pour l'application de cette loi à l'égard du
Musée des beaux arts du Canada, du Musée canadien
des civilisations, du Musée canadien de la nature et du
Musée national des sciences et de la technologie
(TR/93-104 *voir aussi* 1995, ch. 11, art. 46)

art. 18, 1995, ch. 29, art. 46

art. 19, 2006, ch. 9, art. 279

art. 24, 2003, ch. 22, al. 224z.51)(A) et 225z.7)(A)

art. 41, 1998, ch. 26, art. 76

disposition générale, 1995, ch. 29, art. 47

dispositions transitoires, 1990, ch. 3, art. 34-45

EEV, 1990, ch. 3 loi en vigueur 01.07.90 *voir* TR/90-86

EEV, 1995, ch. 29, art. 46 et 47 en vigueur 01.11.95 *voir*
TR/95-115

EEV, 1998, ch. 26, art. 76 en vigueur 01.01.99 *voir* TR/99-2

EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005
voir TR/2005-24

EEV, 2006, ch. 9, art. 279 en vigueur à la sanction
12.12.2006

Musées nationaux, Loi sur les — L.R. (1985), ch. N-13

(National Museums Act)

LOI ABROGÉE 1990, ch. 3, art. 33 en vigueur 01.07.90 *voir*
TR/90-86